

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 4708

[2006/203821]

**10 NOVEMBRE 2006. — Décret modifiant le Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement relatif à l'évaluation des incidences des projets sur l'environnement (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions modifiant le Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement*

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article D.49, 2<sup>o</sup>, du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, remplacer les mots "une personne agréée" par les mots "une ou plusieurs personnes agréées".

**Art. 2.** A l'article D.61, § 3, du même Livre, remplacer les tirets par les chiffres "1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>".

**Art. 3.** A l'article D.63, alinéa 2, 6<sup>o</sup>, du même Livre, remplacer le point final par un point-virgule.

A l'article D.63, alinéa 2, du même Livre, ajouter un 7<sup>o</sup> et un 8<sup>o</sup>, rédigés comme suit :

« 7<sup>o</sup> dans le cas visé à l'article D.68, § 2, dernier alinéa, *in fine*;

8<sup>o</sup> dans le cas visé à l'article 16 du décret modifiant le Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement relatif à l'évaluation des incidences des projets sur l'environnement. »

**Art. 4.** A l'article D.66 du même Livre, remplacer les §§ 2 à 4, annulés par les arrêts n<sup>os</sup> 11/2005 et 83/2005 de la Cour d'arbitrage, par des nouveaux §§ 2 et 3, rédigés comme suit :

« § 2. Le Gouvernement arrête la liste des projets qui, en raison de leur nature, de leurs dimensions ou de leur localisation, sont soumis à étude d'incidences sur l'environnement, compte tenu des critères de sélection suivants :

1<sup>o</sup> les caractéristiques des projets susvisés doivent être considérées notamment par rapport :

a. à la dimension du projet;

b. au cumul avec d'autres projets;

c. à l'utilisation des ressources naturelles;

d. à la production de déchets;

e. à la pollution et aux nuisances, en ce compris pour la santé;

f. au risque d'accidents, eu égard notamment aux substances ou aux technologies mises en œuvre;

2<sup>o</sup> la sensibilité environnementale des zones géographiques susceptibles d'être affectées par le projet doit être considérée en prenant en compte :

a. l'occupation des sols existants;

b. la richesse relative, la qualité et la capacité de régénération des ressources naturelles de la zone;

c. la capacité de charge de l'environnement naturel;

3<sup>o</sup> les incidences notables qu'un projet pourrait avoir doivent être considérées en fonction des critères énumérés aux 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, notamment par rapport à :

— l'étendue de l'incidence (zone géographique et importance de la population affectée);

— la nature transfrontière de l'incidence;

— l'ampleur et la complexité de l'incidence;

— la probabilité de l'incidence;

— la durée, la fréquence et la réversibilité de l'incidence.

Sous réserve de l'application de l'article D.68, les demandes de permis relatives à des projets non visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont soumises à notice d'évaluation des incidences sur l'environnement.

§ 3. Pour autant qu'ils soient pertinents et actuels, tout ou partie des résultats et des données obtenus lors d'une évaluation environnementale effectuée précédemment peuvent être intégrés dans l'étude d'incidences. Ceux-ci sont identifiés comme tels dans l'étude. »

**Art. 5.** A l'article D.67, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, du même Livre :

1<sup>o</sup> insérer, entre le mot "examinées" et les mots "par le demandeur", les mots "par l'auteur d'étude d'incidences ou";

2<sup>o</sup> remplacer les mots "de son choix" par les mots "du choix de ce dernier".

**Art. 6.** Dans le même Livre, remplacer l'article D.68, annulé par les arrêts n<sup>os</sup> 11/2005 et 83/2005 de la Cour d'arbitrage, par le texte suivant :

« Article D.68. § 1<sup>er</sup>. Lorsqu'une demande de permis relative à un projet ne figurant pas dans la liste visée à l'article D.66, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, n'est pas accompagnée d'une étude d'incidences l'autorité est chargée d'apprécier le caractère complet ou recevable du dossier de demande examine, au vu notamment de la notice et en tenant compte des critères de sélection pertinents visés à l'article D.66, § 2, si le projet est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

§ 2. L'autorité visée au § 1<sup>er</sup>, suivant le cas :

1<sup>o</sup> déclare la demande irrecevable ou incomplète, conformément aux conditions et suivant les modalités fixées par les lois, décrets et règlements visés à l'article D.49, 4<sup>o</sup>, ou lorsque la demande ne contient pas les éléments lui permettant d'examiner, au vu notamment de la notice et en tenant compte des critères de sélection pertinents visés à l'article D.66, § 2, si le projet est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement;

2<sup>o</sup> déclare que le projet est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et ordonne la réalisation d'une étude d'incidences;

3<sup>o</sup> décide, dans les conditions et suivant les modalités fixées par les lois, décrets et règlements visés à l'article D.49, 4<sup>o</sup>, que la demande est complète ou recevable et que le projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

L'autorité chargée d'apprécier le caractère complet ou recevable du dossier de demande envoie sa décision au demandeur de permis et, s'il y a lieu et en y joignant les compléments éventuels à verser au dossier, à la commune auprès de laquelle le dossier de demande de permis a été introduit et à l'autorité compétente au sens de l'article D.49, 1<sup>o</sup>, dans le même délai que les lois, décrets et règlements visés à l'article D.49, 4<sup>o</sup>, lui impartissent pour apprécier le caractère complet ou recevable du dossier de demande ou, à défaut, dans un délai de quinze jours à dater du jour où elle a reçu le dossier de demande de permis.

Sauf dans le cas visé au 3° de l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent paragraphe, les délais pour statuer sur la demande de permis prévus par les lois, décrets et règlements visés à l'article D.49, 4°, sont suspendus, suivant le cas, soit à dater du lendemain du jour de la décision explicite visée au 2° de l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent paragraphe, soit à dater du lendemain du jour de l'expiration du délai imparti à l'autorité chargée d'apprécier le caractère complet et recevable en vertu de l'alinéa 2 du présent paragraphe.

Dans le cas visé au 2° de l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent paragraphe et à défaut pour le demandeur d'avoir introduit une demande de reconsidération conformément au § 3 du présent article, celui-ci est tenu de déposer une nouvelle demande de permis accompagnée de l'étude d'incidences.

Dans le cas visé au 3° de l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent paragraphe, la procédure d'instruction du dossier est poursuivie conformément aux lois, décrets et règlements visés à l'article D.49, 4°.

A défaut d'envoi de la décision dans le délai visé à l'alinéa 2 du présent paragraphe et à défaut pour le demandeur d'avoir introduit une demande de reconsidération conformément au § 3 du présent article, les délais suspendus en vertu de l'alinéa 3 du présent paragraphe reprennent cours à dater du lendemain du jour de l'expiration du délai visé au 2° de l'alinéa 2 du § 3 du présent article, et la procédure d'instruction du dossier est poursuivie conformément aux lois, décrets et règlements visés à l'article D.49, 4°. Dans ce cas, dans sa décision, à peine de nullité mais sans préjudice du pouvoir de réformation de l'autorité compétente sur recours, l'autorité compétente au sens de l'article D.49, 1°, statue explicitement sur la nécessité qu'il y avait ou non de réaliser une étude d'incidences et, dans l'affirmative, refuse le permis demandé.

§ 3. Dans le cas visé au 2° de l'alinéa 1<sup>er</sup> du § 2 du présent article, ou à défaut d'envoi de la décision dans le délai visé à l'alinéa 2 du § 2, le demandeur de permis peut adresser une demande de reconsidération à l'autorité chargée d'apprécier le caractère complet ou recevable du dossier de demande.

A peine d'irrecevabilité, la demande :

1° est écrite et motivée;

2° parvient simultanément à l'autorité chargée d'apprécier le caractère complet ou recevable du dossier et, le cas échéant, à la commune auprès de laquelle le dossier de demande de permis a été introduit et à l'autorité compétente au sens de l'article D.49, 1°, au plus tard le dixième jour à dater, suivant le cas, soit de la réception par le demandeur de permis de la décision imposant la réalisation d'une étude d'incidences, soit du lendemain du jour de l'expiration du délai imparti à l'autorité chargée d'apprécier le caractère complet et recevable du dossier en vertu de l'alinéa 2 du § 2 du présent article.

Réformant le cas échéant en tout ou partie sa première décision, l'autorité chargée d'apprécier le caractère complet ou recevable du dossier prend une décision conformément au 2° ou au 3° de l'alinéa 1<sup>er</sup> du § 2 du présent article.

Elle envoie sa décision au demandeur de permis et, s'il y a lieu et en y joignant les compléments éventuels à verser au dossier, à la commune et à l'autorité compétente au sens de l'article D.49, 1°, dans un délai de trente jours à dater du jour où elle a reçu la demande de reconsidération.

Dans le cas visé au 2° de l'alinéa 1<sup>er</sup> du § 2 du présent article, le demandeur est tenu de déposer une nouvelle demande de permis accompagnée de l'étude d'incidences.

Dans le cas visé au 3° de l'alinéa 1<sup>er</sup> du § 2 du présent article, la procédure d'instruction du dossier est poursuivie conformément aux lois, décrets et règlements visés à l'article D.49, 4°, et les délais suspendus en vertu de l'alinéa 3 du § 2 du présent article reprennent cours à dater du jour de la réception de cette décision par l'autorité compétente.

A défaut d'envoi de la décision dans le délai visé à l'alinéa 4 du présent paragraphe :

— soit la décision visée au 2° de l'alinéa 1<sup>er</sup> du § 2 est confirmée, et le demandeur est tenu de déposer une nouvelle demande de permis accompagnée de l'étude d'incidences;

— soit, à défaut d'envoi de la décision dans le délai visé à l'alinéa 2 du § 2, les délais suspendus en vertu de l'alinéa 3 du § 2 du présent article reprennent cours à dater du lendemain du jour de l'expiration du délai visé à l'alinéa 4 du présent paragraphe, et la procédure d'instruction du dossier est poursuivie conformément aux lois, décrets et règlements visés à l'article D.49, 4°. Dans ce cas, dans sa décision, à peine de nullité mais sans préjudice du pouvoir de réformation de l'autorité compétente sur recours, l'autorité compétente au sens de l'article D.49, 1°, statue explicitement sur la nécessité qu'il y avait ou non de réaliser une étude d'incidences et, dans l'affirmative, refuse le permis demandé.

§ 4. Sauf disposition contraire, tout envoi visé au présent article se fait :

1° soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception;

2° soit par le recours à toute formule similaire permettant de donner date certaine à l'envoi et à la réception de l'acte, quel que soit le service de distribution du courrier utilisé;

3° soit par le dépôt de l'acte contre récépissé.

Le Gouvernement peut déterminer la liste des procédés qu'il reconnaît comme permettant de donner une date certaine à l'envoi et à la réception.

L'envoi doit se faire au plus tard le jour de l'échéance.

Le jour de la réception de l'acte qui est le point de départ n'y est pas inclus.

Le jour de l'échéance est compté dans le délai. Toutefois, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le jour de l'échéance est reporté au jour ouvrable suivant. »

**Art. 7.** A l'article D.69, alinéa 3, du même Livre :

1° remplacer les mots "une personne agréée" par les mots "une ou plusieurs personnes agréées";

2° insérer, entre les mots "par ce dernier." et les mots "A défaut", la phrase "En cas d'association momentanée de personnes agréées, celle-ci précisera la personne qui est en charge de la coordination de l'étude."

**Art. 8.** A l'article D.70 du même Livre, supprimer les mots ", créé par les articles 7 à 9,".

**Art. 9.** A l'article D.72 du même Livre, remplacer les mots "ou, à défaut," par le mot "et".

**Art. 10.** Dans le même Livre, remplacer l'article D.74, annulé par les arrêts n<sup>os</sup> 11/2005 et 83/2005 de la Cour d'arbitrage, par le texte suivant :

« Article D.74. Les projets qui font l'objet d'une étude d'incidences sont soumis à une enquête publique qui respecte les principes suivants :

1° la demande de permis et l'étude d'incidences, en ce compris le résumé non technique, sont accessibles à la maison communale les jours ouvrables et un jour jusqu'à vingt heures ou le samedi matin;

2° la durée de l'enquête publique est de trente jours;

3° le délai prescrit pour une enquête publique est suspendu entre le 16 juillet et le 15 août.

Lorsque le délai d'enquête publique visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, est supérieur au délai d'enquête applicable à la demande de permis, les délais de procédure visés par d'autres lois, décrets et arrêtés sont prolongés du même délai que la différence entre les deux délais susvisés.

Le Gouvernement peut prévoir, pour les projets soumis à étude d'incidences, des règles d'enquête publique complémentaires aux règles d'enquête publique visées par d'autres lois, décrets ou arrêtés.

A défaut pour l'autorité chargée de l'organisation de cette enquête de satisfaire à ses obligations, le Gouvernement peut prévoir des règles suivant lesquelles l'enquête publique est organisée. »

**Art. 11.** A l'article D.75 du même Livre, remplacer les mots "la notice d'évaluation ou" par le mot "et".

**Art. 12.** A l'article D.76, § 1<sup>er</sup>, du même Livre, supprimer les mots "soit de la notice d'évaluation des incidences, soit".

#### CHAPITRE II. — *Disposition modifiant le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets*

**Art. 13.** A l'article 26 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, remplacer le § 4 par la disposition suivante :

« § 4. Pour autant qu'ils soient pertinents et actuels, tout ou partie des résultats et des données obtenus lors d'une évaluation environnementale effectuée précédemment peuvent être intégrés dans l'étude d'incidences. Ceux-ci sont identifiés comme tels dans l'étude. »

#### CHAPITRE III. — *Dispositions modifiant le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement*

**Art. 14.** A l'article 20 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, supprimer le § 5.

**Art. 15.** A l'article 86 du même décret, supprimer le § 5.

#### CHAPITRE IV. — *Disposition transitoire et finale*

**Art. 16.** Pour les demandes de permis introduites avant l'entrée en vigueur du présent décret, l'autorité compétente au sens de l'article D.49, 1<sup>o</sup>, à peine de nullité de sa décision mais sans préjudice du pouvoir de réformation de l'autorité compétente sur recours, statue explicitement sur la nécessité qu'il y avait ou non de réaliser une étude d'incidences en tenant compte des critères de sélection pertinents visés à l'article D.66, § 2, et, dans l'affirmative, refuse le permis demandé.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 10 novembre 2006.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,  
A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Équipement et du Patrimoine,  
M. DAERDEN

La Ministre de la Formation,  
Mme M. ARENA

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
Ph. COURARD

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,  
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de l'Économie et de l'Emploi,  
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,  
Mme Ch. VIENNE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN

—  
Note

(1) *Session 2006-2007.*

*Documents du Parlement wallon*, 450 (2005-2006), n<sup>os</sup> 1 à 6.

*Compte rendu intégral*, séance publique du 8 novembre 2006.

Discussion. Vote.

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2006 — 4708

[2006/203821]

**10. NOVEMBER 2006 — Dekret zur Abänderung des Buches I  
des Umweltgesetzbuches bezüglich der Bewertung der Umweltverträglichkeit der Projekte (1)**

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

**KAPITEL I — Bestimmungen zur Abänderung des Buches I des Umweltgesetzbuches**

**Artikel 1** - In Artikel D.49 2° des Buches I des Umweltgesetzbuches wird der Wortlaut "von einer zugelassenen Person" durch den Wortlaut "von einer oder mehreren zugelassenen Personen" ersetzt.

**Art. 2** - In Artikel D.61 § 3 desselben Buches werden die Gedankenstriche durch die Nummern "1°, 2°, 3°" ersetzt.

**Art. 3** - In Artikel D.63 Absatz 2 6° desselben Buches wird der Endpunkt durch ein Semikolon ersetzt.

In Artikel D.63 Absatz 2 desselben Buches werden ein Punkt 7° und 8° mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«7° im in Artikel D.68 § 2 letzter Absatz, *in fine* erwähnten Fall;

8° im in Artikel 16 des Dekrets zur Abänderung des Buches I des Umweltgesetzbuches bezüglich der Bewertung der Umweltverträglichkeit der Projekte erwähnten Fall.»

**Art. 4** - In Artikel D.66 desselben Buches werden die §§ 2 bis 4, die durch die Urteile 11/2005 und 83/2005 des Schiedsgerichts außer Kraft gesetzt wurden, durch die neuen §§ 2 und 3 mit folgendem Wortlaut ersetzt:

«§ 2 - Die Regierung legt die Liste der Projekte fest, die wegen ihrer Art, ihres Umfangs oder Standorts einer Umweltverträglichkeitsprüfung unterzogen werden, unter Berücksichtigung der nachstehenden Auswahlkriterien:

1° die Merkmale der oben erwähnten Projekte müssen insbesondere hinsichtlich der folgenden Aspekte berücksichtigt werden:

- a. Umfang des Projekts;
- b. gleichzeitiges Bestehen anderer Projekte;
- c. Benutzung der Naturressourcen;
- d. Erzeugung von Abfällen;
- e. Verschmutzung und Belästigungen, einschließlich für die Gesundheit;
- f. Unfallrisiko, insbesondere angesichts der benutzten Substanzen oder angewandten Technologien;

2° die Empfindlichkeit der Umwelt in den geographischen Bereichen, die vom Projekt betroffen werden könnten, muss hinsichtlich der folgenden Aspekte berücksichtigt werden:

- a. Bodennutzung;
- b. relativer Reichtum, Qualität und Regenerationsfähigkeit der Naturressourcen im betroffenen Gebiet;
- c. Belastbarkeit der natürlichen Umwelt;

3° die möglichen beachtlichen Auswirkungen eines Projekts müssen aufgrund der unter 1° bis 2° aufgelisteten Kriterien berücksichtigt werden, insbesondere in Bezug auf:

- das Ausmaß der Auswirkung (geographischer Bereich und Zahl der betroffenen Bevölkerung);
- die Tatsache, dass die Auswirkung grenzüberschreitend sein kann;
- die Bedeutsamkeit und Komplexität der Auswirkung;
- die Wahrscheinlichkeit der Auswirkung;
- die Dauer, Häufigkeit und Umkehrbarkeit der Auswirkung.

Unter Vorbehalt der Anwendung von Artikel D.68 ist für die Genehmigungsanträge bezüglich Projekte, die nicht in Absatz 1 erwähnt sind, eine Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit erforderlich.

§ 3 - Die Ergebnisse oder Daten, die bei einer früher durchgeführten Umweltbewertung gesammelt wurden, können ganz oder teilweise in die Umweltverträglichkeitsprüfung eingearbeitet werden, sofern sie noch relevant und aktuell sind. In der Umweltverträglichkeitsprüfung werden sie als solche angegeben.»

**Art. 5** - In Artikel D.67 § 3 Absatz 1 4° desselben Buches:

1° wird der Wortlaut "die von dem Antragsteller untersucht wurden" durch "die vom Urheber der Umweltverträglichkeitsprüfung oder vom Antragsteller untersucht wurden" ersetzt;

2° werden die Wörter "die er" durch die Wörter "die letzterer" ersetzt.

**Art. 6** - In demselben Buch wird der Artikel D.68, der durch die Urteile 11/2005 und 83/2005 des Schiedsgerichts außer Kraft gesetzt wurde, durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«Artikel D.68 - § 1 - Wenn einem Genehmigungsantrag für ein Projekt, das nicht in der in Artikel D.66 § 2 Absatz 1 erwähnten Liste steht, keine Umweltverträglichkeitsprüfung beigefügt wird, prüft die Behörde, die mit der Bewertung der Vollständigkeit oder Zulässigkeit der Antragsakte beauftragt ist, insbesondere angesichts der Notiz und unter Berücksichtigung der relevanten Auswahlkriterien im Sinne von Artikel D.66 § 2 ob das Projekt beachtliche Auswirkungen auf die Umwelt haben kann.

§ 2 - Die in § 1 erwähnte Behörde handelt je nach Fall wie folgt:

1° sie erklärt, dass der Antrag unzulässig oder unvollständig ist, gemäß den Bedingungen und nach den Modalitäten, die in den in Artikel D.49 4° erwähnten Gesetzen, Dekreten und Verordnungen festgelegt sind, oder wenn der Antrag keine Angaben enthält, aufgrund deren insbesondere angesichts der Notiz und unter Berücksichtigung der relevanten Auswahlkriterien im Sinne von Artikel D.66 § 2 geprüft werden kann, ob das Projekt beachtliche Auswirkungen auf die Umwelt haben kann;

2° sie erklärt, dass das Projekt beachtliche Auswirkungen auf die Umwelt haben kann, und befiehlt die Durchführung einer Umweltverträglichkeitsprüfung;

3° sie beschließt in Übereinstimmung mit den Bedingungen und nach den Modalitäten, die in den in Artikel D.49 4° erwähnten Gesetzen, Dekreten und Verordnungen festgelegt sind, dass der Antrag vollständig oder zulässig ist, und dass das Projekt keine beachtlichen Auswirkungen auf die Umwelt haben kann.

Die Behörde, die mit der Bewertung der Vollständigkeit oder Zulässigkeit der Antragsakte beauftragt ist, richtet ihren Beschluss an den Antragsteller der Genehmigung und ggf. an die Gemeinde, bei der die Akte zum Genehmigungsantrag eingereicht worden ist, wobei die ggf. erforderlichen zusätzlichen Unterlagen, die der Akte beizufügen sind, beigelegt werden, und an die zuständige Behörde im Sinne von Artikel D.49 1°, und dies binnen derselben Frist, wie diejenige, die ihr durch die in Artikel D.49 4° erwähnten Gesetze, Dekrete und Verordnungen zur Bewertung der Vollständigkeit oder Zulässigkeit der Antragsakte gegeben wird, oder mangels dessen innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen ab dem Tag, an dem sie die Akte zum Genehmigungsantrag erhalten hat.

Außer in dem in Absatz 1 3° des vorliegenden Paragraphen erwähnten Fall werden die in den Gesetzen, Dekreten und Verordnungen nach Artikel D.49 4° vorgesehenen Fristen, um über den Genehmigungsantrag zu entscheiden, aufgehoben je nach Fall entweder ab dem Tag nach demjenigen, an dem der ausdrückliche Beschluss im Sinne von Absatz 1 2° des vorliegenden Paragraphen getroffen wird, oder ab dem Tag nach demjenigen, an dem die Frist abläuft, über die die Behörde, die mit der Bewertung der Vollständigkeit oder Zulässigkeit der Antragsakte beauftragt ist, kraft dem Absatz 2 des vorliegenden Paragraphen verfügt.

In dem in Absatz 1 2° des vorliegenden Paragraphen erwähnten Fall und falls der Antragsteller keinen Antrag auf Neuüberprüfung in Übereinstimmung mit § 3 des vorliegenden Artikels eingereicht hat, ist der Antragsteller verpflichtet, einen neuen Genehmigungsantrag, dem die Umweltverträglichkeitsprüfung beigelegt wird, einzureichen.

In dem in Absatz 1 3° des vorliegenden Paragraphen erwähnten Fall wird das Verfahren zur Untersuchung der Akte gemäß den in Artikel D.49 4° erwähnten Gesetzen, Dekreten und Verordnungen weitergeleitet.

Falls der Beschluss nicht in der in Absatz 2 des vorliegenden Paragraphen erwähnten Frist gesandt wird und falls der Antragsteller keinen Antrag auf Neuüberprüfung in Übereinstimmung mit § 3 des vorliegenden Artikels eingereicht hat, laufen die kraft Absatz 3 des vorliegenden Paragraphen aufgehobenen Fristen wieder ab dem Tag nach demjenigen, an dem die in § 3 Absatz 2 2° des vorliegenden Artikels erwähnte Frist abläuft, und das Verfahren zur Untersuchung der Akte wird in Übereinstimmung mit den in Artikel D.49 4° erwähnten Gesetzen, Dekreten und Verordnungen weitergeleitet. In diesem Fall befindet die im Sinne von Artikel D.49 1° zuständige Behörde in ihrer Entscheidung und unter Androhung der Nichtigkeit aber unbeschadet der Änderungsbefugnis der nach erhobenem Einspruch zuständigen Behörde ausdrücklich darüber, ob eine Umweltverträglichkeitsprüfung erforderlich war oder nicht; falls ja, wird die beantragte Genehmigung verweigert.

§ 3 - In dem in § 2 Absatz 1 2° des vorliegenden Artikels erwähnten Fall, oder falls der Beschluss nicht innerhalb der in § 2 Absatz 2 erwähnten Frist gesandt wird, kann der Antragsteller der Genehmigung der Behörde, die mit der Bewertung der Vollständigkeit oder Zulässigkeit der Antragsakte beauftragt ist, einen Antrag auf Neuüberprüfung übermitteln.

Unter Gefahr der Unzulässigkeit genügt dieser Antrag folgenden Bedingungen:

1° es handelt sich um einen schriftlichen und mit Gründen versehenen Antrag;

2° der Antrag erreicht gleichzeitig die Behörde, die mit der Bewertung der Vollständigkeit oder Zulässigkeit der Antragsakte beauftragt ist, und ggf. die Gemeinde, bei der die Akte zum Genehmigungsantrag eingereicht worden ist, und die zuständige Behörde im Sinne von Artikel D.49 1°, und zwar spätestens am 10. Tag je nach Fall entweder nach dem Tag, an dem der Antragsteller der Genehmigung den Beschluss zur Notwendigkeit der Durchführung einer Umweltverträglichkeitsprüfung erhalten hat, oder nach dem Tag, der auf denjenigen folgt, an dem die Frist abläuft, die der Behörde, die mit der Bewertung der Vollständigkeit und Zulässigkeit der Akte beauftragt ist, kraft § 2 Absatz 2 des vorliegenden Artikels gewährt wird.

Die mit der Bewertung der Vollständigkeit oder Zulässigkeit der Akte beauftragte Behörde ändert ggf. ganz oder teilweise ihre erste Entscheidung und fasst einen Beschluss in Übereinstimmung mit § 2 Absatz 1 2° oder 3° des vorliegenden Artikels.

Innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem Erhalt des Antrags auf Neuüberprüfung übermittelt sie ihren Beschluss, dem die eventuellen der Akte beizufügenden Beilagen beigelegt werden, dem Antragsteller, der Gemeinde und der gemäß Artikel D.49 1° zuständigen Behörde.

In dem in § 2 Absatz 1 2° vorliegenden Artikels erwähnten Fall ist der Antragsteller verpflichtet, einen neuen Genehmigungsantrag, dem die Umweltverträglichkeitsprüfung beigelegt wird, einzureichen.

In dem in § 2 Absatz 1 3° vorliegenden Artikels erwähnten Fall wird das Verfahren zur Untersuchung der Akte gemäß den in Artikel D.49 4° erwähnten Gesetzen, Dekreten und Verordnungen weitergeleitet, und die kraft § 2 Absatz 3 vorliegenden Artikels aufgehobenen Fristen laufen ab dem Tag, an dem die zuständige Behörde diesen Beschluss erhält, wieder.

Falls der Beschluss nicht innerhalb der in Absatz 4 vorliegenden Paragraphen erwähnten Frist gesandt wird :

— wird der in § 2 Absatz 1 2° erwähnte Beschluss bestätigt und ist der Antragsteller verpflichtet, einen neuen Genehmigungsantrag, dem die Umweltverträglichkeitsprüfung beigefügt wird, einzureichen;

— oder, falls der Beschluss nicht innerhalb der in § 2 Absatz 2 erwähnten Frist übermittelt wird, laufen die kraft § 2 Absatz 3 vorliegenden Artikels aufgehobenen Fristen wieder ab dem Tag nach demjenigen, an dem die in Absatz 4 vorliegenden Paragraphen erwähnte Frist abläuft, und wird das Verfahren zur Untersuchung der Akte gemäß den in Artikel D.49 4° erwähnten Gesetzen, Dekreten und Verordnungen weitergeleitet. In diesem Fall befindet die im Sinne von Artikel D.49 1° zuständige Behörde in ihrer Entscheidung und unter Androhung der Nichtigkeit aber unbeschadet der Änderungsbefugnis der nach erhobenem Einspruch zuständigen Behörde ausdrücklich darüber, ob eine Umweltverträglichkeitsprüfung erforderlich war oder nicht; falls ja, wird die beantragte Genehmigung verweigert.

§ 4 - Sofern es keine andere anderslautende Bestimmung gibt, erfolgt jede in vorliegendem Artikel erwähnte Übermittlung:

1° entweder per Einschreiben bei der Post gegen Empfangsbestätigung;

2° oder durch ein ähnliches Verfahren, durch welches der Sendung und dem Erhalt der Akte ein sicheres Datum gegeben wird, was die Art des benutzten Zustellungsdienstes auch sein mag;

3° oder durch die Hinterlegung der Akte gegen Empfangsbestätigung.

Die Regierung kann die Liste der von ihr anerkannten Verfahren festlegen, durch die der Sendung und dem Erhalt ein sicheres Datum gegeben wird.

Die Sendung muss spätestens am Tag, an dem die Frist abläuft, stattfinden.

Der Empfangstag der Akte, der den Anfang der Frist bildet, wird nicht darin aufgenommen.

Der Verfalltag wird in der Frist mit eingerechnet. Fällt dieser Tag jedoch auf einen Samstag, einen Sonntag oder einen gesetzlichen Feiertag, wird er auf den nachfolgenden Arbeitstag verlegt.»

**Art. 7** - In Artikel D.69 Absatz 3 desselben Buches:

1° wird der Wortlaut "eine aufgrund des Artikels 70 zugelassene Person" durch "eine oder mehrere aufgrund des Artikels 70 zugelassene Personen" ersetzt;

2° wird zwischen "bei der Post zu." und "Falls dem Projektautor" ein Satz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Im Falle einer vorübergehenden Vereinigung von zugelassenen Personen, wird diese die Person bestimmen, die mit der Koordination der Umweltverträglichkeitsprüfung beauftragt ist.»

**Art. 8** - In Artikel D.70 desselben Buches werden die Wörter "durch die Artikeln 7 bis 9 eingerichtete" gestrichen.

**Art. 9** - In Artikel D.72 desselben Buches werden die Wörter "oder mangels dessen" durch das Wort "und" ersetzt.

**Art. 10** - In demselben Buch wird der Artikel D.74 der durch die Urteile 11/2005 und 83/2005 des Schiedsgerichts außer Kraft gesetzt wurde, durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«Artikel D.74. - Die Projekte, die den Gegenstand einer Umweltverträglichkeitsprüfung bilden, werden einer öffentlichen Untersuchung unterzogen, die folgenden Grundsätzen genügt:

1° der Genehmigungsantrag und die Umweltverträglichkeitsprüfung einschließlich der nichttechnischen Zusammenfassung können bei der Gemeindeverwaltung alle Werkzeuge, sowie einmal in der Woche bis um zwanzig Uhr oder am Samstag Morgen eingesehen werden;

2° die öffentliche Untersuchung dauert dreißig Tage;

3° die für eine öffentliche Untersuchung vorgeschriebene Frist wird zwischen dem 16. Juli und dem 15. August aufgehoben.

Wenn die in Absatz 1 2° erwähnte Frist für die öffentliche Untersuchung die auf den Genehmigungsantrag anwendbare Untersuchungsfrist übertrifft, werden die in anderen Gesetzen, Dekreten und Erlassen erwähnten Verfahrensfristen um die gleiche Frist als die Differenz zwischen beiden oben erwähnten Fristen verlängert.

Für Projekte, die einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehen sind, kann die Regierung Regeln für öffentliche Untersuchungen vorsehen, die die Regeln für öffentliche Untersuchungen, die in anderen Gesetzen, Dekreten und Erlassen erwähnt werden, ergänzen.

Falls die mit der Organisation dieser Untersuchung beauftragte Behörde ihren Verpflichtungen nicht genügt, kann die Regierung Regeln vorsehen, nach welchen die öffentliche Untersuchung organisiert wird.»

**Art. 11** - In Artikel D.75 desselben Buches werden die Wörter "die Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit oder" durch das Wort "und" ersetzt.

**Art. 12** - In Artikel D.7, § 1 desselben Buches werden die Wörter "entweder der Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit oder" gestrichen.

#### KAPITEL II — *Bestimmung zur Abänderung des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle*

**Art. 13** - In Artikel 26 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle wird § 4 durch folgende Bestimmung ersetzt:

«§ 4 - Die Ergebnisse oder Daten, die bei einer früher durchgeführten Umweltbewertung gesammelt wurden, können ganz oder teilweise in die Umweltverträglichkeitsprüfung eingearbeitet werden, sofern sie noch relevant und aktuell sind. In der Umweltverträglichkeitsprüfung werden sie als solche angegeben.»

#### KAPITEL III — *Bestimmungen zur Abänderung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung*

**Art. 14** - In Artikel 20 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung wird § 5 gestrichen.

**Art. 15** - In Artikel 86 desselben Dekrets wird § 5 gestrichen.

KAPITEL IV — *Übergangs- und Schlussbestimmung*

**Art. 16** - Für die vor dem Inkrafttreten vorliegenden Dekrets eingereichten Genehmigungsanträge befindet die im Sinne von Artikel D.49 1° zuständige Behörde unter Androhung der Nichtigkeit ihres Beschlusses aber unbeschadet der Änderungsbefugnis der nach erhobenem Einspruch zuständigen Behörde ausdrücklich darüber, ob unter Berücksichtigung der in Artikel D.66 § 2 erwähnten relevanten Auswahlkriterien eine Umweltverträglichkeitsprüfung notwendig war oder nicht; falls ja, wird die beantragte Genehmigung verweigert.

Namur, den 10. November 2006

Der Minister-Präsident,

E. DI RUPO

Der Minister des Wohnungswesens, des Sportwesens und der räumlichen Entwicklung,

A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen, der Ausrüstung und des Erbes,

M. DAERDEN

Die Ministerin der Ausbildung,

Frau M. ARENA

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ph. COURARD

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,

Frau M.-D. SIMONET

Der Minister der Wirtschaft und der Beschäftigung,

J.-C. MARCOURT

Die Ministerin der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit,

Frau Ch. VIENNE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

B. LUTGEN

—  
Fußnote

(1) *Sitzung 2006-2007*

*Dokumente des Wallonischen Parlaments*, 450 (2005-2006) Nrn. 1 bis 6

*Ausführliches Sitzungsprotokoll*, öffentliche Sitzung vom 8. November 2006

Diskussion. Abstimmung.

—  
VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2006 — 4708

[2006/203821]

**10 NOVEMBER 2006. — Decreet tot wijziging van Boek I van het Milieuwetboek betreffende de evaluatie van de milieueffecten van projecten (1)**

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen tot wijziging van Boek I van het Milieuwetboek*

**Artikel 1.** In artikel D.49, 2°, van Boek I van het Milieuwetboek worden de woorden "een erkende persoon" vervangen door de woorden "één of meerdere erkende personen".

**Art. 2.** In artikel D.61, § 3, van hetzelfde Boek, worden de gedachtestreepjes vervangen door de cijfers "1, 2°, 3°".

**Art. 3.** Artikel D.63, tweede lid, 6°, van hetzelfde Boek, wordt het punt aan het einde van de zin vervangen door een puntkomma.

In artikel D.63, tweede lid, van hetzelfde Boek wordt een punt 7° en 8° toegevoegd, luidend als volgt :

« 7° in het geval bedoeld in artikel D.68, § 2, laatste lid, *in fine*;

8° in het geval bedoeld in artikel 16 van het decreet tot wijziging van Boek I van het Milieuwetboek betreffende de evaluatie van de milieueffecten van projecten. »

**Art. 4.** In artikel D.66 van hetzelfde Boek, worden de §§ 2 tot 4, nietig verklaard bij de arresten 11/2005 en 83/2005 van het Arbitragehof, door de nieuwe §§ 2 en 3 vervangen, luidend als volgt :

« § 2. De Regering bepaalt de lijst van de projecten die vanwege hun aard, omvang of lokalisatie aan een milieueffectonderzoek onderworpen worden, rekening houdend met de volgende selectiecriteria :

1° de kenmerken van bovenvermelde projecten worden in overweging genomen met inachtneming van o.a. :

a. de omvang van het project;

b. de cumulatie met andere projecten;

c. het gebruik van de natuurlijke hulpbronnen;

d. de afvalproductie;

e. vervuiling en hinder, met inbegrip van de gezondheid;

f. ongevalrisico's, gezien o.a. de gebruikte stoffen of technologieën;

2° de milieugevoeligheid van de geografische gebieden die door het project kunnen worden getroffen, wordt in overweging genomen met inachtneming van :

- a. de bezetting van de bestaande gronden;
- b. de relatieve rijkdom, de kwaliteit en het regeneratievermogen van de natuurlijke hulpbronnen van het gebied;
- c. het belastingsvermogen van de natuurlijke omgeving;

3° de noemenswaardige effecten die een project zou kunnen hebben worden in overweging genomen op grond van de criteria bedoeld onder 1° en 2°, meer bepaald :

- de reikwijdte van het effect (geografisch gebied en omvang van de getroffen bevolking);
- het grensoverschrijdende karakter van het effect;
- de reikwijdte en de complexiteit van het effect;
- de kans op een effect;
- de duur, de frequentie en de omkeerbaarheid van het effect.

Onder voorbehoud van de toepassing van artikel D.68 worden de vergunningsaanvragen betreffende projecten die niet in het eerste lid bedoeld worden, aan een evaluatienota inzake milieueffecten onderworpen.

§ 3. Voorzover zij relevant en actueel zijn, kunnen de gehele of gedeeltelijke resultaten en gegevens die ingezameld werden tijdens een eerder uitgevoerde milieuevaluatie, opgenomen worden in het effectonderzoek. Deze worden als dusdanig in het onderzoek opgenomen. »

**Art. 5.** In artikel D.67, § 3, eerste lid, van hetzelfde Boek :

1° worden de woorden "de auteur van het effectonderzoek of" ingevoegd tussen het woord "die" en de woorden "de aanvrager";

2° worden de woorden "voor zijn keuze" vervangen door de woorden "voor de keuze van deze laatste".

**Art. 6.** In hetzelfde Boek wordt artikel D.68, nietig verklaard bij de arresten 11/2005 en 83/2005 van het Arbitragehof, door de volgende tekst vervangen :

« Artikel D.68. § 1. Als een vergunningsaanvraag betreffende een project dat niet op de lijst bedoeld in artikel D.66, § 2, eerste lid, voorkomt, niet vergezeld gaat van een effectonderzoek, onderzoekt de overheid die nagaat of het aanvraagdossier volledig of ontvankelijk is, op grond van de nota en rekening houdende met de relevante selectiecriteria bedoeld in artikel 66, § 2, of het project aanzienlijke milieueffecten kan hebben.

§ 2. Naargelang het geval zal de overheid bedoeld in § 1 :

1° de aanvraag onontvankelijk en onvolledig verklaren, overeenkomstig de voorwaarden en volgens de modaliteiten vastgelegd bij de wetten, decreten en reglementen bedoeld in artikel D.49, 4°, of wanneer de aanvraag de stukken niet bevat die de overheid toelaat na te gaan, op grond van de nota en rekening houdende met de relevante selectiecriteria bedoeld in artikel 66, § 2, of het project aanzienlijke milieueffecten kan hebben;

2° verklaren dat het project aanzienlijke milieueffecten kan hebben en de uitvoering van een effectonderzoek bevelen;

3° beslissen, overeenkomstig de voorwaarden en volgens de modaliteiten vastgelegd bij de wetten, decreten en reglementen bedoeld in artikel D.49, 4°, dat de aanvraag volledig en ontvankelijk is en dat het project geen aanzienlijke milieueffecten kan hebben.

De overheid die nagaat of het aanvraagdossier volledig of ontvankelijk is, stuurt haar beslissing binnen de termijn opgelegd bij de wetten, decreten en reglementen bedoeld in artikel D.49, 4°, om na te gaan of het aanvraagdossier volledig of ontvankelijk is, of, bij gebrek, binnen een termijn van vijftien dagen, die ingaat op de datum waarop ze het dossier van de vergunningsaanvraag heeft ontvangen, naar de aanvrager van de vergunning en, desgevallend, samen met de eventuele bijkomende stukken die aan het dossier toegevoegd moeten worden, naar de gemeente waar het dossier van de vergunningsaanvraag is ingediend en naar de bevoegde overheid in de zin van artikel D.49, 1°.

Behalve in het geval bedoeld in 3°, eerste lid, van deze paragraaf, worden de termijnen om te beslissen over de vergunningsaanvraag voorzien in de wetten, decreten en reglementen bedoeld in artikel D.49, 4°, opgeschort, naargelang het geval, vanaf de dag na die van de uitdrukkelijke beslissing bedoeld in 2°, eerste lid, van dit paragraaf, of vanaf de dag na die termijn verleend aan de overheid die ermee belast wordt na te gaan of het aanvraagdossier volledig of ontvankelijk is, verstrijkt.

In het geval bedoeld in 2°, eerste lid, van dit paragraaf en als de aanvrager een aanvraag tot herbeschouwing niet overeenkomstig § 3 van dit artikel heeft ingediend, moet de aanvrager samen met het effectonderzoek een nieuwe vergunningsaanvraag indienen.

In het geval bedoeld in 3°, eerste lid, van deze paragraaf, wordt de procedure van onderzoek van het dossier voortgezet overeenkomstig de wetten, decreten en reglementen bedoeld in artikel D.49, 4°.

Als de beslissing niet binnen de termijn bedoeld in het tweede lid van deze paragraaf verzonden wordt en als de aanvrager een aanvraag tot herbeschouwing niet overeenkomstig § 3 van dit artikel heeft ingediend, beginnen de krachten het derde lid van deze paragraaf geschorste termijnen weer te lopen van de dag na die waarop de termijn bedoeld in § 3, tweede lid, 2°, van dit artikel verstrijkt en wordt de procedure van onderzoek van het dossier voortgezet overeenkomstig de wetten, decreten en reglementen bedoeld in artikel D.49, 4°. In dat geval doet de in de zin van artikel D.49, 1°, bevoegde overheid, op straffe van nietigverklaring maar onverminderd de herzieningsbevoegdheid van de overheid bevoegd voor beroepen, uitdrukkelijk uitspraak in haar beslissing over de noodzaak al dan niet een effectonderzoek uit te voeren. Zo ja weigert ze de aangevraagde vergunning toe te kennen.

§ 3. In het geval bedoeld in § 2, eerste lid, 2°, van dit artikel of als de beslissing niet verzonden wordt binnen de termijn bedoeld in § 2, tweede lid, kan de aanvrager van de vergunning een herzieningsaanvraag richten aan de overheid die ermee belast wordt na te gaan of het aanvraagdossier volledig of ontvankelijk is.



Op straffe van onontvankelijkheid wordt de aanvraag :

1° schriftelijk en gemotiveerd ingediend;

2° gelijktijdig verzonden naar de overheid die moet nagaan of het aanvraagdossier volledig of ontvankelijk is en, in voorkomend geval, naar de gemeente waar het dossier van de vergunningsaanvraag werd ingediend en naar de overheid bevoegd in de zin van artikel D.49, 1°, uiterlijk de tiende dag te rekenen, al naar gelang het geval, hetzij vanaf de datum waarop de vergunningsaanvrager de beslissing ontvangt waarbij de uitvoering van een effectonderzoek wordt opgelegd, hetzij vanaf de dag na die waarop de termijn verstrijkt die krachtens § 2, tweede lid, van dit artikel toegestaan wordt aan de overheid om na te gaan of het aanvraagdossier volledig of ontvankelijk is.

Door haar eerste beslissing desgevallend geheel of gedeeltelijk te herzien, neemt de overheid die moet nagaan of het dossier volledig of ontvankelijk is een beslissing overeenkomstig paragraaf 2, eerste lid, 2° of 3°, van dit artikel.

Ze stuurt haar beslissing binnen een termijn van dertig dagen, die ingaat op de datum waarop ze de herzieningsaanvraag heeft ontvangen, naar de aanvrager van de vergunning en, desgevallend en samen met de eventuele bijkomende stukken die aan het dossier toegevoegd moeten worden, naar de gemeente en de overheid bevoegd in de zin van artikel D.49, 1°.

In het geval bedoeld in § 2, eerste lid, 2°, van dit artikel, moet de aanvrager samen met het effectonderzoek een nieuwe vergunningsaanvraag indienen.

In het geval bedoeld in paragraaf 2, eerste lid, 3°, van dit artikel, wordt de procedure van onderzoek van het dossier voortgezet overeenkomstig de wetten, decreten en reglementen bedoeld in artikel D.49, 4°, en beginnen de krachtens § 2, derde lid, van dit artikel geschorste termijnen weer te lopen vanaf de datum waarop de bevoegde overheid deze beslissing in ontvangst neemt.

Als de beslissing niet verzonden wordt binnen de termijn bedoeld in het vierde lid van deze paragraaf :

— wordt de beslissing bedoeld in § 2, eerste lid, 2°, bevestigd en moet de aanvrager samen met het effectonderzoek een nieuwe vergunningsaanvraag indienen;

— of, als de beslissing niet verzonden wordt binnen de termijn bedoeld in paragraaf 2, tweede lid, beginnen de krachtens § 2, derde lid, van dit artikel geschorste termijnen weer te lopen vanaf de dag na die waarop de termijn bedoeld in het vierde lid van deze paragraaf verstrijkt en wordt de procedure van onderzoek van het dossier voortgezet overeenkomstig de wetten, decreten en reglementen bedoeld in artikel D.49, 4°. In dat geval doet de in de zin van artikel D.49, 1°, bevoegde overheid, op straffe van nietigverklaring maar onverminderd de herzieningsbevoegdheid van de overheid bevoegd voor beroepen, uitdrukkelijk uitspraak in haar beslissing over de noodzaak al dan niet een effectonderzoek uit te voeren. Zo ja weigert ze de aangevraagde vergunning toe te kennen

§ 4. Behoudens andersluidende bepaling, wordt elke verzending bedoeld in dit artikel verricht :

1° hetzij bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst;

2° hetzij via elke gelijksoortige formule die de verzend- en de ontvangstdatum van de akte waarborgen, ongeacht de dienst die de gebruikte post verdeelt;

3° hetzij door de akte tegen ontvangstbewijs in te dienen.

De Regering kan de lijst vastleggen van de werkwijzen waarvan ze acht dat ze de verzend- en de ontvangstdatum kunnen waarborgen.

De verzending moet uiterlijk op de vervaldatum plaatsvinden.

De datum van ontvangst van de akte, die de begindatum is, wordt niet meegerekend.

De vervalddag wordt meegerekend in de termijn. Als die dag een zaterdag, zondag of wettelijke feestdag is, wordt de vervaldatum evenwel naar de volgende werkdag verschoven. »

**Art. 7.** In artikel D.69, derde lid, van hetzelfde Boek :

1° worden de woorden "een krachtens artikel 70 erkende persoon" vervangen door de woorden "één of verschillende krachtens artikel 70 erkende personen";

2° tussen de woorden "aangetekend schrijven." en "Als de projectontwikkelaar" wordt de zin "In geval van tijdelijke vereniging van erkende personen, wordt de persoon die voor de coördinatie van de studie instaat door de vereniging aangewezen." ingevoegd.

**Art. 8.** In artikel D.70. van hetzelfde Boek worden de woorden ", ingesteld bij de artikelen 7 tot en met 9," geschrapt.

**Art. 9.** In artikel D.72 van hetzelfde Boek worden de woorden "of zijn afgevaardigde" vervangen door de woorden "en zijn afgevaardigde".

**Art. 10.** In hetzelfde Boek wordt artikel D.74, nietig verklaard door de arresten 11/2005 en 83/2005 van het Arbitragehof, vervangen als volgt :

« Artikel D.74. De projecten die het voorwerp zijn van een effectonderzoek worden onderworpen aan een openbaar onderzoek dat voldoet aan de volgende beginselen :

1° de vergunningsaanvraag en het effectonderzoek, met inbegrip van de niet-technische samenvatting, kunnen op het gemeentehuis ingekeken worden op werkdagen en één dag tot twintig uur of op zaterdagochtend;

2° het openbaar onderzoek duurt dertig dagen;

3° de termijn voorgeschreven voor een openbaar onderzoek wordt geschorst tussen 16 juli en 15 augustus.

Als de termijn van het openbaar onderzoek bedoeld in het eerste lid, 2°, langer is dan de onderzoekstermijn dat toepasselijk is op de vergunningsaanvraag, worden de proceduretermijnen bedoeld in andere wetten, decreten en besluiten verlengd met een termijn die overeenstemt met het verschil tussen beide bovenbedoelde termijnen.

Voor de projecten die aan een effectonderzoek onderworpen worden kan de Regering voorzien in bijkomende regels inzake openbaar onderzoek naast die bedoeld in andere wetten, decreten of besluiten.

Als de overheid die voor de organisatie van dat onderzoek instaat haar verplichtingen niet nakomt, kan de Regering voorzien in regels voor de organisatie ervan. »

**Art. 11.** In artikel D.75 van hetzelfde Boek worden de woorden "de milieueffectrapportering of" vervangen door het woord "en".

**Art. 12.** In artikel D.76, § 1, van hetzelfde Boek worden de woorden "ofwel de milieueffectrapportering, ofwel" geschrapt.

HOOFDSTUK II. — *Bepaling houdende wijziging van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen*

**Art. 13.** In artikel 26 van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen wordt § 4 vervangen als volgt :

« § 4. Voorzover zij relevant en actueel zijn, kunnen de resultaten en gegevens die ingezameld werden tijdens een eerder uitgevoerde milieuevaluatie, geheel of gedeeltelijk opgenomen worden in het effectonderzoek. Deze worden als dusdanig in het onderzoek opgenomen. »

HOOFDSTUK III. — *Bepalingen houdende wijziging van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning*

**Art. 14.** In artikel 20 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning wordt § 5 geschrapt.

**Art. 15.** In artikel 86 van hetzelfde decreet wordt § 5 geschrapt.

HOOFDSTUK IV. — *Overgangs- en slotbepaling*

**Art. 16.** Voor de vergunningsaanvragen ingediend vóór de inwerkingtreding van dit decreet doet de in de zin van artikel D.49, 1<sup>o</sup>, bevoegde overheid, op straffe van nietigverklaring van haar beslissing maar onverminderd de herzieningsbevoegdheid van de overheid bevoegd voor beroepen, uitdrukkelijk uitspraak over de noodzaak al dan niet een effectonderzoek uit te voeren, rekening houdende met de relevante selectiecriteria bedoeld in artikel D.66, § 2. Zo ja weigert ze de aangevraagde vergunning toe te kennen.

Namen, 10 november 2006.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,  
A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën, Uitrusting en Patrimonium,  
M. DAERDEN

De Minister van Vorming,  
Mevr. M. ARENA

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
Ph. COURARD

De Minister van Wetenschappelijk Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,  
Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Economie en Tewerkstelling,  
J.-C. MARCOURT

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,  
Mevr. Ch. VIENNE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN

—  
Nota

(1) *Zitting 2006-2007.*

*Stukken van het Waals Parlement, 450 (2005-2006), nrs. 1 tot 6.*

*Volledig verslag, openbare vergadering van 8 november 2006.*

*Bespreking. Stemming.*

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 4709

[2006/203820]

**26 OCTOBRE 2006.** — Arrêté du Gouvernement wallon décidant de faire réaliser une étude d'incidences sur l'avant-projet de révision partielle des plans de secteur de Namur, Dinant-Ciney-Rochefort et Huy-Waremme en vue de l'inscription de compensations planologiques et déterminant des compensations alternatives liées à l'adoption du projet de révision du plan de secteur de Philippeville-Couvin visant l'inscription d'une zone d'extraction à Florennes (Hemptinne)

Le Gouvernement wallon,

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 août 2004 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 avril 2005;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 octobre 2005 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment les articles 19, 22, 23, 25, 32, 42 à 46;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> avril 2004 adoptant provisoirement la révision partielle du plan de secteur de Philippeville-Couvin en vue de l'inscription d'une zone d'extraction à Florennes (Hemptinne);